

Art. 2. L'arrêté royal du 20 mars 1975 fixant les cadres linguistiques de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, modifié par l'arrêté royal du 9 septembre 1980 et les arrêtés royaux des 4 juillet 1974 et 28 mars 1977, fixant les cadres linguistiques de la Caisse nationale des pensions pour employés, sont abrogés.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux pensions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 novembre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE
F. 85 — 2553

12 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant de l'industrie du chlore dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Considérant que la directive du Conseil des Communautés européennes 82/176/CEE du 22 mars 1982 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins, impose des obligations aux Etats membres et qu'il est nécessaire d'introduire dans le droit interne des dispositions qui y répondent;

Vu les avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise du 14 septembre 1983, de l'Exécutif flamand du 21 septembre 1983 et de l'Exécutif de la Région wallonne du 16 juillet 1984;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les conditions sectorielles fixées dans le présent arrêté sont applicables aux déversements d'eaux usées provenant des établissements industriels qui fabriquent du chlore par électrolyse, par le procédé au mercure ou le procédé au diaphragme; la préparation et la purification de la saumure pour la fabrication du chlore sont également concernées.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « établissement nouveau » :

— l'établissement industriel mis en service après le 25 mars 1982;

— l'établissement existant dont la capacité d'électrolyse des chlorures alcalins dans des cellules à cathode de mercure a été augmentée de 30 % ou plus après le 25 mars 1982;

2° « établissement existant » : l'établissement industriel mis en service avant le 25 mars 1982;

3° « limite de détection » : la valeur minimale du paramètre examiné qui peut être détectée;

Art. 2. Het koninklijk besluit van 20 maart 1975 tot vaststelling van de taalkaders van de Rijksdienst voor werknemerspensioenen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 9 september 1980 en de koninklijke besluiten van 4 juli 1974 en 28 maart 1977, tot vaststelling van de taalkaders van de Nationale kas voor bediendenpensioenen, worden opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor pensioenen zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 november 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN
N. 85 — 2553

12 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de chloornijverheid in de gewone oppervlakteswateren en in de openbare riolen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlakteswateren tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlakteswateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 juli 1985;

Overwegende dat de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 82/176/EEG van 22 maart 1982 betreffende de grenswaarden en kwaliteitsdoelstellingen voor kwiklozingen afkomstig van de sector elektrolyse van alkalichloriden, de lid-Staten bepaalde verplichtingen oplegt en dat het nodig is overeenkomstige bepalingen op te nemen in de interne rechtsorde;

Gelet op de adviezen van de Executieve van het Brusselse Gewest van 14 september 1983, van de Vlaamse Executieve van 21 september 1983 en van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1984;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De in dit besluit vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater afkomstig van industriële bedrijven die chloor fabriceren door elektrolyse, door het kwik- of het diafragmaprocédé, inbegrepen de voorbereiding en de zuivering van de pekel voor de fabricatie van chloor.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt bedoeld met :

1° « nieuw bedrijf » :

— het industrieel bedrijf dat in werking wordt gesteld na 25 maart 1982;

— het bestaand bedrijf waarvan de capaciteit inzake elektrolyse van alkalichloriden met kwikkathoden met 30 % of meer wordt uitgebreid na 25 maart 1982;

2° « bestaand bedrijf » : het industrieel bedrijf dat in werking wordt gesteld vóór 25 maart 1982;

3° « waarnemingsdrempel » : de laagste waarde voor de betrokken parameter die kan worden waargenomen;

4^e « précision » : l'intervalle dans lequel 95 % des résultats de mesures effectuées sur un même échantillon et en employant la même méthode, sont trouvés;

5^e « exactitude » : la différence entre la valeur réelle du paramètre examiné et la valeur moyenne expérimentale obtenue.

Art. 3. Les conditions complémentaires pour les déversements des eaux usées des établissements existants dans les eaux de surface ordinaires sont les suivantes :

1^e la teneur en chlore actif des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre;

2^e la teneur en chlore organique des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligrammes par litre;

3^a) les quantités moyennes mensuelles de mercure des eaux déversées ne pourront dépasser, en aucun cas, les valeurs reprises à l'annexe I et ce, en conformité avec les délais prescrits; les quantités journalières moyennes devant être inférieures au quadruple des valeurs mensuelles;

b) la concentration en mercure, exprimée en moyenne mensuelle, des eaux déversées ne pourra dépasser les valeurs reprises à l'annexe II et ce, en conformité avec les délais prescrits; les concentrations exprimées en moyennes journalières doivent être inférieures au quadruple de la moyenne mensuelle et ne peuvent en aucun cas dépasser, à partir du 1^{er} janvier 1986, 2 milligrammes par litre plus d'un jour par mois (situation accidentelle);

c) pour prévenir tout pic de concentration accidentel couvert notamment sous b, des dispositifs techniques seront mis en place par les établissements industriels avant le 1^{er} janvier 1986.

Art. 4. Par dérogation aux conditions fixées à l'article 7, 2^e et 5^e, b, de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales :

1^e le pH ne peut être inférieur à 6 ou supérieur à 9, dans les eaux déversées;

2^e la teneur en matières en suspension ne peut dépasser 150 milligrammes par litre dans les eaux déversées.

Art. 5. Pour vérifier si les rejets satisfont aux conditions fixées aux articles 3 et 4, un contrôle doit être organisé.

Il comporte le prélèvement quotidien d'un échantillon représentatif du rejet pendant une période de 24 heures, la mesure de la concentration de mercure dudit échantillon et la mesure du débit total des rejets durant cette période.

La quantité de mercure rejeté au cours d'un mois doit être calculée en additionnant les quantités de mercure rejeté chaque jour au cours de ce mois. Cette somme doit alors être divisée par la capacité de production de chlore installée. Cette capacité sera estimée par la formule suivante :

$$Q \text{ kg/an} = K \text{ Ampères inst.} \times 8610 \times 0,99n \times 1,323 \times 0,966$$

où 8610 correspond au nombre d'heures opérationnelles par an
n = nombre de cellules

1,323 = kg de chlore par KAh

0,966 = taux de conversion moyen.

Art. 6. § 1er. La méthode d'analyse de référence utilisée pour déterminer la teneur en mercure des eaux, est la mesure de l'absorption atomique sans flamme par spectrophotométrie, après avoir soumis l'échantillon à un traitement préalable adéquat tenant compte notamment de la préoxydation du mercure et de la réduction successive des ions mercuriques Hg (II). Pour la conservation des échantillons, on utilisera une solution d'acide nitrique additionnée de bichromate de potassium destinée à prévenir en particulier toute volatilisation ou adsorption de mercure lors des opérations d'échantillonage. Les limites de détection doivent être telles que la concentration en mercure puisse être mesurée avec une exactitude de l'ordre de 30 p.c. et une précision de l'ordre de 30 p.c. pour la concentration suivante : un dixième de la concentration maximale autorisée en mercure spécifiée dans l'autorisation;

4^e « precisie » : het interval waarin 95 % van de resultaten worden gevonden van metingen die volgens dezelfde methode op eenzelfde monster worden uitgevoerd;

5^e « nauwkeurigheid » : het verschil tussen de werkelijke waarde van de betrokken parameter en de experimenteel vastgestelde gemiddelde waarde.

Art. 3. De aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater van de bestaande bedrijven in de gewone oppervlakewateren zijn de volgende :

1^e het gehalte aan actieve chloor in het geloosde water mag 1 milligram per liter niet overschrijden;

2^e het gehalte aan organische chloor in het geloosde water mag 2 milligram per liter niet overschrijden;

3^a) de maandgemiddelde hoeveelheden kwik in het geloosde water mogen in geen geval de waarden, vermeld in bijlage I overschrijden en dit conform met de voorgeschreven termijnen; de daggemiddelde hoeveelheden moeten lager zijn dan het viervoud van de maandgemiddelden;

b) het gehalte aan kwik, uitgedrukt in maandgemiddelde, in het geloosde water mag de waarden vermeld in bijlage II, niet overschrijden en dit conform met de voorgeschreven termijnen; de gehalten uitgedrukt in daggemiddelde moeten lager zijn dan het viervoud van het maandgemiddelde en mogen vanaf 1 januari 1986 nooit meer dan 1 dag per maand (accidentele situatie) 2 milligram per liter overschrijden;

c) om elke accidentele concentratiepiek, vermeld onder b te voorkomen moeten de industriële bedrijven technische middelen plaatsen vóór 1 januari 1986.

Art. 4. In afwijking van de voorwaarden vastgesteld in artikel 7, 2^e en 5^e, b, van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlakewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater :

1^e mag de pH in het geloosde water niet minder dan 6 of niet meer dan 9 bedragen;

2^e mag het gehalte aan zwevende stoffen in het geloosde water 150 milligram per liter niet overschrijden.

Art. 5. Om na te gaan of de lozingen voldoen aan de voorwaarden, vastgesteld in de artikelen 3 en 4, moet een controle worden georganiseerd.

Die controle bestaat in het dagelijks nemen van een representatief staal van de lozing gedurende een periode van 24 uur, het meten van het kwikgehalte in het genomen monster en het meten van het totale debiet van de lozingen gedurende deze periode.

De hoeveelheid kwik die geloosd wordt in de loop van een maand, moet berekend worden door de hoeveelheden kwik op te tellen die elke dag van de maand geloosd worden. Deze som moet daarna gedeeld worden door de geïnstalleerde productiecapaciteit aan chloor. Deze capaciteit wordt bepaald aan de hand van de volgende formule :

$$Q \text{ kg/an} = K \text{ Ampères geinst.} \times 8610 \times 0,99n \times 1,323 \times 0,966$$

waar 8610 overeenkomt met het aantal operationele uren per jaar

n = aantal cellen

1,323 = kg chloor KAh

0,966 = gemiddelde omzettingswaarde.

Art. 6. § 1. De referentie-analysemethode voor het bepalen van het kwikgehalte in het water is de vlamloze atoomabsorptiespectrofotometrie; het monster moet eerst een passende voorbehandeling ondergaan, met name rekening houdend met de vooroxydatie van het kwik en de opeenvolgende reduktie van de mercuriumen Hg (II). Om de monsters te bewaren gebruikt men een oplossing van salpeterzuur met toevoeging van kaliumbichromaat om elke vervluchting of adsorptie van kwik te voorkomen gedurende de monsteraanmaak. De detectielimieten moeten zo bepaald worden dat het kwikgehalte kan gemeten worden met een nauwkeurigheid in de orde van 30 pct. en een precisie in de orde van 30 pct. voor de volgende concentratie : één tiende van het in de vergunning vermelde maximumkwikgehalte.

§ 2. La mesure du débit doit être effectuée avec une exactitude de l'ordre de 20 p.c.; les eaux usées déversées devront être obligatoirement évacuées par un dispositif de contrôle calibré permettant d'enregistrer de façon permanente le débit de ces eaux déversées et indiquer la valeur de la quantité journalière d'eau déversée.

Art. 7. Les autorisations délivrées seront réexaminées au moins tous les quatre ans.

Art. 8. Le déversement des eaux usées dans les égouts publics, est interdit.

Art. 9. L'arrêté royal du 22 avril 1977 déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant de l'industrie du chlore dans les égouts publics et dans les eaux de surface ordinaires, est abrogé.

Art. 10. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui concerne, ne l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril - Espagne, le 12 septembre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à l'Environnement,

F. AERTS

§ 2. Het debiet moet worden gemeten met een nauwkeurigheid in de orde van 20 pct.; de geloosde afvalwaters moeten verwijderd worden door een geijk controlesysteem dat toelaat het debiet van deze geloosde waters permanent te registreren en de waarde van de dagelijkse hoeveelheid geloosd water aan te duiden.

Art. 7. De aangeleverde vergunningen zullen minstens alle vier jaar herzien worden.

Art. 8. Het lozen van afvalwater in de openbare riolen is verboden.

Art. 9. Het koninklijk besluit van 22 april 1977 tot vaststelling van de sektoriele normen voor het lozen van afvalwater afkomstig van de chloornijverheid, in de openbare riolen en in de gewone oppervlaktewateren, wordt opgeheven.

Art. 10. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril - Spanje, 12 september 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

F. AERTS

Annexe I

Conditions sectorielles relatives au mercure et exprimées en charge polluante

La concentration de mercure (x) dans les effluents dépend du volume d'eau impliqué, qui diffère selon les différents procédés et établissements; les valeurs limites — exprimées en termes de quantité de mercure rejeté par rapport à la capacité de production de chlore installée — figurant dans le tableau ci-après, doivent être respectées dans tous les cas.

Unité de mesure	Valeurs limites de la moyenne mesuelle à ne pas dépasser		Observations
	A partir de la date du présent arrêté	A partir du 1er juillet 1986	
Saumure recyclée grammes de mercure (x) par tonne de capacité de production de chlore installée.	0,5 1,5	0,5 1,0	Applicables au mercure (x) présent dans les effluents provenant de l'unité de production de chlore. Applicables à la quantité totale de mercure (x) présent dans tous les déversements d'eaux contenant du mercure, provenant du site de l'établissement industriel.
Saumure perdue	Rejet interdit	Rejet interdit	

(x) Par mercure, on entend aussi bien mercure à l'état élémentaire que le mercure dans l'un de ses composés (« mercure total »).

Vu pour être annexée à Notre arrêté du 12 septembre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

F. AERTS

Bijlage I

Sectoriële voorwaarden voor kwik en uitgedrukt in verontreinigingsvracht

Aangezien de kwikconcentratie (x) in het geloosde water afhankelijk is van de betrokken hoeveelheid water, dat verschilt naargelang van het procédé en het bedrijf, dienen de grenswaarden van onderstaande tabel, uitgedrukt in hoeveelheid kwik dat per hoeveelheid geïnstalleerde chloorproductiecapaciteit wordt geloosd, in alle gevallen in acht genomen te worden.

Meeteenheid	Grenswaarden van het maandgemiddelde dat niet mag overschreven worden		Opmerkingen
	Vanaf de datum van dit besluit	Vanaf 1 juli 1986	
Gerecycleerde pekelgram kwik (x) per ton geïnstalleerde chloorproductiecapaciteit.	0,5 1,5	0,5 1,0	Geldt voor het kwik (x) dat voorkomt in de effluenten afkomstig van de chloorproduktie-eenheid. Geldt voor de totale hoeveelheid kwik (x) die voorkomt in alle kwikbevattende lozingen van water afkomstig van het terrein van het industrieel bedrijf.
Verloren pekel	Lozing verboden		Lozing verboden

(x) Onder kwik, verstaat men zowel het chemisch element kwik als een of andere kwikverbinding (« totaal kwik »).

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 12 september 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

F. AERTS

Annexe II

Conditions sectorielles relatives au mercure et exprimées en concentration

Les valeurs limites exprimées en termes de concentration qui, en principe, ne doivent pas être dépassées figurent dans le tableau ci-après.

Unité de mesure	Valeurs limites de la moyenne mesuelle à ne dépasser	Observations
	A la date du présent arrêté	A partir du 1er juillet 1986
Saumure recyclée microgrammes de mercure (x) par litre.	75	50
Applicables à la quantité totale de mercure (x) présent dans tous les déversements d'eaux contenant du mercure, provenant du site de l'établissement industriel.		

Saumure perdue Rejet interdit Rejet interdit

Dans tous les cas, la teneur en mercure de l'eau déversée ne peut dépasser la valeur correspondant à la valeur limite de l'annexe I divisée par les besoins en eau par tonne de capacité de production de chlore installée.

(x) Par mercure, on entend aussi bien mercure à l'état élémentaire, que le mercure dans l'un de ses composés (« mercure total »).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 septembre 1985.

BOUDEWIJN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

F. AERTS

Bijlage II

Sectoriële voorwaarden voor kwik en uitgedrukt in concentratie

De grenswaarden, uitgedrukt in concentratiewaarden die — in beginsel — niet mogen overschreden worden, zijn vervat in onderstaande tabel.

Meeteenheid	Grenswaarden van het maandgemiddelde dat niet mag overschreden worden	Opmerkingen
	Vanaf de datum van dit besluit	Vanaf
<i>Gerecycleerde pekel</i> microgram kwik (x) per liter.	75	50
<i>Verloren pekel</i>	Lozing verboden	Lozing verboden

In alle gevallen mag het gehalte aan kwik van het geloosde water, de waarde die overeenkomt met de grenswaarde van bijlage I gedeeld door het per ton geïnstalleerde chloorproductiecapaciteit benodigde water, niet overschrijden.

(x) Onder kwik, verstaat men zowel het chemisch element kwik als een of andere kwikverbinding (« totaal kwik »).

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 12 september 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

F. AERTS

MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 85 — 2554

14 NOVEMBRE 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 mai 1971 portant règlement général militaire de la protection contre le danger des radiations ionisantes

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Traité de Rome du 25 mars 1957, instituant la Communauté européenne de l'Energie atomique, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 30 à 39;

Vu les directives du Conseil de la Communauté européenne de l'Energie atomique du 2 février 1959 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des radiations ionisantes, modifiées par les directives des 5 mars 1962 et 27 octobre 1966;

Vu la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes, modifiée par les lois des 29 mai 1963 et 3 décembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 1971 portant règlement général militaire de la protection contre le danger des radiations ionisantes, modifié par l'arrêté royal du 5 décembre 1975;

Considérant que la procédure prévue à l'article 33 du traité précité a été suivie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 6 du règlement général militaire de la protection contre le danger des radiations ionisantes, annexé à l'arrêté royal du 11 mai 1971 portant règlement général de la protection contre le danger des radiations ionisantes, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 6.3. est remplacé par les dispositions suivantes :

« 6.3. Avis de la Commission militaire pour la protection contre les radiations ionisantes.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 85 — 2554

14 NOVEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 mei 1971 houdende algemeen militair reglement voor de bescherming tegen het gevaar van de ioniserende stralingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957, tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 30 tot 38;

Gelet op de richtlijnen van de Raad van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie van 2 februari 1959 tot vaststelling van de basisnormen voor de bescherming van de gezondheid der bevolking en der werknemers tegen de aan ioniserende stralingen verbonden gevaren, gewijzigd bij de richtlijnen van 5 maart 1962 en 27 oktober 1966;

Gelet op de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren, gewijzigd bij de wetten van 29 mei 1963 en 3 december 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 1971 houdende algemeen militair reglement voor de bescherming tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 december 1975;

Overwegend dat de bij artikel 33 van hogervermeld verdrag voorziene procedure nageleefd werd;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besloten Wij :

Artikel 1. In artikel 6 van het algemeen militair reglement voor de bescherming tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 11 mei 1971 houdende algemeen militair reglement voor de bescherming tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 6.3. wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 6.3. Advies van de militaire Commissie voor de bescherming tegen ioniserende stralingen.